

<http://snetap-fsu.fr/Texte-action-du-CSN-des-16-et-17.html>



Semaine d'action en faveur de l'enseignement agricole.

- Les Dossiers - Outils militants -



Date de mise en ligne : dimanche 26 octobre 2014

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

[Signez la pétition pour le respect du droit des agents !](#)

Le Conseil Syndical National, réuni les 16 et 17 septembre, est arrivé à la conclusion que le bilan de cette rentrée 2014 demeure insatisfaisant, pour ne pas dire préoccupant.

Non Monsieur le Ministre, la rentrée 2014 dans l'[EAP](#) ne se déroule pas au mieux !

En effet, les capacités de financement de notre outil public de formation sont insuffisantes et un certain nombre de faits le démontre, sans prétendre ici à l'exhaustivité :

- après le bac pro en 3 ans, la [DGER](#) invente le STAV en 4 ans, ou "les méfaits des plafonnements d'effectifs"

Dans la note préparatoire à la rentrée 2013, promis, on allait mettre fin à cette pratique indigne des plafonds d'effectifs arbitrairement imposés... Dans celle de 2014, on se contentait de demander aux [DRAAF-SRFD](#) de les assouplir partout où cela serait possible... et **les indications 2015 tournent même le dos à la notion d'ouvertures de nouvelles filières de nos établissements publics.**

Conséquence : à nouveau des centaines de jeunes refusés à l'inscription dans nos lycées publics, avec des solutions imposées aux familles toutes plus scandaleuses les unes que les autres.

On citera à Marmilhat, l'inscription de deux candidates à l'entrée en STAV (v¹/₂u 1) en seconde GT, comme « une année d'attente », faute de mieux (une dizaine de leurs camarades ayant été re-ventilée à l'[EN](#) ou dans le Privé) !

- les heures d'individualisation de la réforme du lycée : variable d'ajustement !

On savait déjà (chiffres de la DGER à l'appui) que l'enveloppe d'[HSE](#) n'avait pas suivi la montée en charge du dispositif (au cycle terminal en particulier). On mesurait également, dans la voie professionnelle en particulier, les limites des dispositifs actuels : taux d'échec extrêmement conséquent et persistant au bac pro 3 ans, cela face à une DGER qui juge qu'il demeure urgent de ne surtout rien changer...

Or, l'année où elle prend l'initiative d'étendre le dispositif HSE aux élèves issus du bac pro 3 ans accédant au [BTS](#), on apprend dans le même temps que les enveloppes horaires disponibles sont revues à la baisse de 10 % en à 22 % en PDL et jusqu'à 25 % en Languedoc-Roussillon !

- « l'effondrement des crédits de remplacement » (sic)

« Concernant les personnels [ATLS](#), nous ne sommes en capacité de remplacer que les congés maternité et les secrétaires généraux d'[EPL](#) », dixit le Directeur Général adjoint.

Cette faillite trouve sa traduction dès ces premiers jours de rentrée dans la **difficulté de fonctionnement avérée de nombreux laboratoires de physique-Chimie, bio... portant préjudice au bon déroulement des TP pour les élèves...** Et les difficultés vont une nouvelle fois aller s'amplifiant dans des services administratifs souvent

exsangues.

- *une dégradation continue de nos services vie scolaire*

Après plus de 10 ans avec une programmation budgétaire, concernant le financement des [AE](#), très largement inférieure à celle de l'Education Nationale, force est de constater que nombre de nos services vie scolaire sont en cours de dégradation, ou en passe de l'être, avec des tentatives de certains DRAAF-SRFD de répartir la misère en dépouillant les gros établissements au profit des plus petits...

- *1607h... la « fin de la récréation » a bien du mal à être sonnée par la DGER*

Force est de constater qu'aucun changement n'est intervenu depuis l'alternance politique, quant à la volonté manifeste de l'Administration de laisser le protocole 1998 tomber de lui-même, et avec lui les 648h de référence pour des formateurs à qui l'on dénie de fait leur identité d'enseignants, sous les coups de boutoir d'un certain nombre de directions et/ou de DRAAF-SRFD zélées...

En conséquence le [CSN](#) décide d'appeler les Personnels de l'EAP sur l'ensemble du territoire à s'inscrire résolument dans la dénonciation de ces situations inacceptables et qui ne sauraient perdurer, à travers deux actions concomitantes :

- rétablir la vérité à travers l'élaboration d'ici la mi-octobre d'un contre-dossier de rentrée.

- dénoncer publiquement les nombreux dysfonctionnements à travers une semaine d'action organisée du 13 au 17 Octobre.

Cette action pouvant aller jusqu'au blocage solidaire des services qui dysfonctionnent faute de moyens suffisants et/ou sont menacés d'une dégradation durable du service rendu.

Le SNETAP-[FSU](#) s'engage à soutenir et à relayer directement auprès du Cabinet du Ministre l'ensemble des mouvements qui émailleront cette semaine d'action, sur fond d'austérité budgétaire.

Les Assises Nationales des [CFA-CFPPA](#) organisées par le SNETAP-FSU les 15 et 16 octobre constitueront un temps fort à part entière de cette semaine d'action.

Par ailleurs, le SNETAP-FSU appelle également ses militants à s'investir dès l'automne pleinement dans le débat de fond engagé à l'initiative de l'Éducation Nationale sur l'évaluation et ses modalités, réflexion à laquelle le SNETAP-FSU a obtenu que l'EA soit pleinement associé par ses contributions et sa réflexion propre.

Enfin, le SNETAP-FSU s'engage d'ores et déjà à participer activement à la construction dans les territoires d'une grande journée de mobilisation en faveur des services publics, prévue pour mai-juin 2015 à Guéret, initiative impulsée par Convergences pour les services publics, dont la FSU est un des membres actifs.

Paris, le 17 septembre 2014

Adopté à l'unanimité